la cause du peuple

N°24 octobre-novembre 2015

Le journal le plus classe contre classe !



Dossier spécial Turquie/ Kurdistan

Chronique du BTP

Les flics dans les quartiers

Georges Abdallah

Boxe Populaire

l'éditorial

Dans ce numéro, encore du concret, du terrain, du quotidien. Un numéro quand même un peu spécial puisque nous avons envoyé des Camarades en Turquie. Pourquoi ? Parce que ce pays est secoué par une contestation sociale et qui a pris les armes. Ce n'est pas complètement nouveau mais le regain récent à la fois du mouvement populaire et de la répression nous a poussé à nous y intéresser de plus prêt. La question kurde est également de première importance car la lutte du peuple du Kurdistan constitue la force indépendante et progressiste la plus importante à la fois contre Daech et contre le gouvernement turc à la solde des autres puissances impérialistes.

Au travers des reportages de nos Camarades, on essaiera de comprendre un peu mieux ce qui s'y passe.

Dans l'Etat français, pas grand chose de neuf…ou plutôt si mais dans la continuité. Les ministres du Parti « socialiste » entendent continuer encore un peu plus la destruction des conquêtes de la classe ouvrière et remplir encore un peu plus les poches des patrons.

Les bourgeois continuent d'essayer de nous faire peur en présentant les réfugiés comme une menace pour notre société, que notre société serait en voie « d'islamisation », qu'il y aurait des cellules dormantes d'Al Qaida et de Daech « partout » ! Nous, ce qui nous effraie, c'est plutôt comment ces politiques jouent avec la peur pour réduire encore plus nos droits et augmenter encore plus notre exploitation. D'autant qu'ils utilisent un épouvantail qu'ils ont eux-mêmes mis en place…

Et dans la veine des « je balance une connerie encore plus grosse que mon mépris envers le peuple », Nadine Morano a fait un grand pas en avant dans le classement et se rapproche ainsi des places du podium détenues par la famille Le Pen, Zemmour & Cie.

Pour ce mois-ci on retiendra donc Morano et son « pays de race blanche ». A quand la couleur de peau des cartes d'identité ? Peut être un certificat de « français de souche » en fonction du teint et en ayant justifié de sa lignée « pure race » sur quelques générations ? Tiens c'est marrant ça rappelle vaguement les année 30-40 en Allemagne.

Bref, comme si la nationalité pouvait bien avoir quelque chose à faire avec la couleur de peau. Sans compter que le concept de race est largement discrédité d'un point de vue scientifique. Rappelons que le concept de race est très récent et date du 18ème siècle mais fut plus largement utilisé par les fascistes et autres nazis dans la première moitié du 20ème siècle.

Bon, pas besoin d'en dire plus pour comprendre qu'il s'agit d'une énième sortie raciste destinée encore une fois à tracer des lignes de démarcation illusoires au sein du peuple. Que ton ou ta collègue à l'usine, au bureau ou sur le chantier mange de la choucroute, mange sans viande, épicé ou sans sel ; aille à l'église, à la mosquée, au temple ou à la synagogue ou qu'il croit aux extra-terrestres ; aime les hommes, les femmes, les trans ; qu'est ce que ça change puisqu'en dernière analyse, nous sommes celles et ceux qui n'avons que notre force de travail à vendre pour gagner notre vie.

Ce qui fait la différence est si on se positionne pour une classe ou pour une autre. Défend-on nos intérêts en tant que classe, pour l'ensemble, ou regarde t'on son nombril, prêts à écraser les autres pour s'en sortir ? La seule ligne de démarcation réelle et existante est entre exploiteurs et exploités, entre dominants et dominés. Le reste, ce sont des contradictions qui doivent se régler au sein du peuple, qui sont secondaires.



Et quand on regarde le monde de ce point de vue, alors on comprend bien que la question n'est pas la nationalité, la culture, la religion, l'ethnie ou la couleur de peau mais la position sociale.

Ça veut aussi dire que nous devons faire tomber le voile qui nous désigne de faux ennemis. Nous devons arrêter de nous faire pourrir la tête par ces conneries qui nous montent les uns et les unes contre les autres. Nous devons comprendre ce qui nous unit afin de mener un combat efficace contre notre vrai et principal ennemi : la bourgeoisie.

Si leur slogan est « diviser pour mieux régner », le notre est « unité dans la diversité ». Et pour Nadine, on lui trouvera bien une place au musée des poubelles de l'Histoire…

sommaire

Lutte de classe

★ Chronique BTP : Quelques mots sur les patrons *(p.3)*

★ La galère de l'intérim *(p.3)*

International

★ Dossier spécial Turquie/Kurdistan *(p4)*

★ Rencontre avec ESP au sujet du massacre de Suruç *(p.4)*

★ Témoignage de Koray, militant de SGDF blessé à Suruç ! *(p.5)*

★ Les 40 jours du massacre de Suruç commémorés à Yoğurtçu *(p.6)*

★ Description de Gazi *(p.8)*

★ Interview de DHF sur la situation en Turquie *(p.9)*

Résistances

★ Les flics dans les quartiers populaires *(p.13)*

★ Les fachos et le mouvement écolo *(p.14)*

★ Manifestation nationale pour Georges Abdallah *(p.16)*

★ Vive la boxe populaire ! *(p.18)*

Culture

★ Le Zéro et l'infini *(p.19)*

★ Nous venons en amis *(p.20)*

Chronique du BTP
Quelques mots sur les patrons

Connaissez-vous Chaspuzac ? Je parie que non ! C'est un petit village de Haute-Loire, non loin de Mauriac, un de ces petits coins de paradis que compte nos campagnes d'Auvergne. Vous savez ce genre de lieu où l'on aime aller se promener le dimanche après-midi pour décompresser d'une rude semaine de boulot. Mais si un beau jour, le hasard vous y conduit, je dois vous faire une confidence des plus désagréable. Au delà des pâturages et des vieux clochers, Chaspuzac est une scène de crime qui ne dit pas son nom.

Le jeudi 27 août 2015, alors que les plus chanceux et chanceuses d'entre nous profitent de leurs derniers jours de congés, une équipe de 4 ouvriers Roumains s'activent sur un chantier de construction d'une fosse à méthanisation en plein cœur de la Haute Loire. Peu avant 14h l'un d'entre eux, un travailleur de 37 ans, chute du haut de la fosse. Malgré l'aide de ses collègues et l'intervention des secours, l'homme meurt. Le crime est consommé.

Ces ouvriers Roumains étaient employés par une entreprise Belge, intervenant sur ce chantier en sous traitance pour une société Lyonnaise. Ce crime patronal (appelé dans le jargon courant « accident du travail ») est donc un forfait commis en réunion et sans aucun doute avec préméditation. Le mobile de cet acte ignoble c'est l'avidité des patrons. C'est le besoin sans cesse croissant de bons gros biftons d'une poignée de parasites crapuleux, qui n'hésitent pas à mettre nos vies en jeu pour se remplir les poches.



La victime ne connaissait sans doute même pas l'assassin, c'est souvent le cas d'ailleurs avec la généralisation de la sous traitance en cascade et du recours au travail en détachement qui dilue les responsabilités. Si par exemple on attaque l'entreprise Lyonnaise, cette dernière se dédouane en faisant retomber la responsabilité sur l'employeur Belge qui lui même pourra mettre en cause une boîte Roumaine qui n'existe sans doute déjà plus à l'heure d'aujourd'hui… Et pendant ce temps là, c'est une famille qui pleure la perte d'un proche. Affaire classée, les bourgeois s'en sortent les mains propres. FOUTAISES ! Si ce n'est toi, c'est donc ton frère ! De toutes façons, ils sont tous coupables, à commencer par les patrons qui nous exploitent au boulot, les politiques qui pondent les lois anti-ouvrières, les flics et les juges qui maquillent le crime… Tous coupables je vous dis car ces gens là ont notre sang sur les mains. Un accident du travail ? COUPABLE. Le dos en vrac ? COUPABLE. Les salaires de merde ? COUPABLE. Les licenciements ? COUPABLE. La mort d'un ouvrier ? COUPABLE !

Y en a marre de faire dans la dentelle, de faire des chichis et de trouver des fausses excuses, donnez nous quelques mètres de cordes, et un peu de temps et je vous promets de jolies guirlandes patronales pour décorer les grues de nos chantier à la Noël prochain. Y en aura pour tous les goûts, de la robe rouge d'un procureur complice au costard noir d'un représentant de la FFB (Fédération Française du Bâtiment) en passant par le bleu du képi du commissaire, le tout assortie de lampions colorés, c'est beau la lutte des classes… Sur ces belles paroles je vous souhaite bon courage pour ce nouveau mois de boulot, préparez vos cordes en automne et l'hiver sera chaud ! ★

La galère de l'intérimaire, ça déménage !

Lundi 8h30, le réveil sonne ! Manpower t'appelle pour aller faire un déménagement dans une heure.

9h30, t'es au rendez vous… Personne… Cette fois, on pourra pas te reprocher d'être en retard parce que t'es pas arrivé 15 minute en avance (15 minute bénévole bien sûr !). Tu vas attendre au PMU d'en face. Un café, puis deux, puis trois… 10h30, toujours personne. Tu te decides enfin à appeler Manpower : "Ils doivent être en retard, c'est une boîte qui vient de Lyon. On va essayer de les joindre, on vous rappelle."

Onze heures moins le quart, toujours rien. Le café à force, ça travaille le bide puis ça commence à te taper sur le système alors t'attaques au blanc pêche. Un puis deux, puis trois… ça y est, c'est onze heures et demi, et l'agence d'interim donne toujours aucune nouvelle. Si t'avais pas le couteau sous la gorge avec l'inquiétude de pas retrouver de travail si jamais tu te casses et qu'ils arrivent, ça ferait bien longtemps que tu te serais barré.

Tu rappelles Manpower (à tes frais), 2 minute de leur putain de musique d'attente, puis ca coupe ! Quand t'arrives enfin à les avoir ils te disent de rentrer chez toi, qu'il y a eu un quiproquo et que le déménagement a été fait vendredi dernier. Quand tu leur demandes une indemnisation c'est limite s'ils te traitent d'ingrat. Comme si donner du travail, c'était faire preuve de bonté. Au bout d'un moment ils te promettent une indemnisation. T'en verras jamais la couleur…

Pour te calmer tu prends un entier et tu te rentres chez toi avec l'envie d'éclater le premier connard que tu croises en chemin. Au final à cause de Manpower t'auras claqué 15 balles au bar et tu te seras fait entuber pour ton indémnité. Et là tu percutes qu'on est que lundi. ★

Les pages internationales
Dossier spécial Turquie/Kurdistan



Ce mois-ci dans la Cause du Peuple, nous avons décidé de publier un dossier spécial Turquie. C'est un reportage réalisé sur place par des camarades du Bloc Rouge.

L'idée de faire un reportage sur la Turquie, c'est avant tout celle de faire vivre dans la pratique l'internationalisme prolétarien. C'est de lever bien haut une banderole, la notre, où il est écrit « Révolutionnaires, prolétaires et peuples opprimés du monde entier, UNISSONS-NOUS ! ».

L'idée de partir en Turquie pour développer la solidarité internationale s'est imposée à nous au vu de la situation. Répression contre le mouvement communiste turque et contre le mouvement de libération nationale kurde, massacre de Suruç, attaques de l'armée contre le PKK… Tout cela avec la complicité active de l'impérialisme français et de l'OTAN.

Tandis que nos camarades sont arrêtés, enfermés et assassinés, tandis que le Kurdistan et les peuples qui y vivent sont pris entre les feus croisés des fascistes de DAESH et de l'armée turque, les impérialistes eux, apportent un soutien aux bourreaux, par exemple en traquant les révolutionnaires en exil, les arrestations des militants de l'ATIK en sont le dernier exemple en date.

La bourgeoisie est unie, les communistes et prolétaires doivent l'être aussi. Ce reportage n'est qu'un début, un premier pas vers la construction de solidarités et de liens car dans un monde dominé par l'impérialisme où l'oppression est internationalisée, la résistance et la solidarité doivent l'être également.

De la première internationale à la révolution russe, de la guerre d'Espagne à la résistance à l'occupation nazie, l'internationalisme a toujours fait partie des plus belles traditions du mouvement ouvrier et des partis communistes ! Nous faisons notre cet héritage quand nous soutenons et participons aux initiatives et aux campagnes internationales de soutien aux guerres populaires menées par les maoïstes en Inde et aux Philippines, quand nous nous engageons activement dans diverses initiatives internationales pour la reconstruction d'un centre révolutionnaire international et aujourd'hui comme en travaillant à développer la solidarité avec les communistes de Turquie et du Kurdistan.

Nous remercions les camarades de DHF et de l'ESP qui nous ont aidé dans ce projet. Votre lutte, camarades, est la nôtre, celle des travailleurs et des peuples opprimés du monde, en lutte pour leur émancipation, le communisme seul salut pour l'humanité !

Rencontre avec ESP au sujet du massacre de Suruç

Nous remercions les camarades de l'ESP de nous recevoir et de nous donner de leur temps dans cette période difficile pour réaliser cette entretien.

Nous souhaitons remercier les camarades du Bloc Rouge de venir en Turquie pour développer la solidarité internationale face à la répression.

Quel était le projet "Nous avons défendu Kobane ensemble, nous la construirons ensemble" ?

33 camarades ont été assassinés à Suruç, ils étaient membres de SGDF, la Fédération Démocratique des Jeunes Socialistes, certains faisaient partie de l'ESP. Ils partaient pour reconstruire Kobane, détruite par Daesh.

Les jeunes en partance pour Kobane venaient de toute la Turquie et représentaient les différentes cultures et religions présentes sur le territoire.

Ce projet était important, il permettait de montrer au peuple kurde le soutien et la solidarité du peuple turc, mais également de lutter contre le nationalisme au sein de la Turquie, d'unir les peuples de Turquie dans la lutte pour Kobane.

Que s'est-il passé à Suruç ?

Il y avait 330 camarades à Suruç, des jeunes venaient de toute la Turquie pour reconstruire Kobane. Les camarades étaient en transit par Suruç près de la frontière. Ils étaient en attente parce que le gouvernement avait refusé de leur laisser passer la frontière entre l'État turc et la Syrie.

En attendant de pouvoir passer par Kobane, les camarades étaient dans un centre culturel, généralement utilisé par les visiteurs de Kobane en transit. Ils souhaitaient y organiser une conférence de presse pour parler de la situation et exprimer leur volonté de passer la frontière ensemble. C'est lors de cette conférence qu'a eu lieu l'explosion.

Le gouvernement de l'AKP, la police savaient très bien où se trouvaient nos camarades et ils savaient qu'un attentat allait avoir lieu à Suruç.

L'État n'a rien fait, au contraire, il est complice de l'attentat. Lors de l'attentat, 33 de nos camarades ont perdu la vie, beaucoup ont gravement été blessés physiquement, tout le monde a été traumatisé psychologiquement.

Après l'attentat, la police qui est connue pour ses collusions avec DAESH, a refusé de prendre en compte les témoignages des habitants de Suruç, pire elle a mené des pressions pour écourter les cérémonies en faveur des victimes. Aujourd'hui, la police exerce des pressions psychologiques contre les survivants du massacre de Suruç et leurs familles. Ils ont été jusqu'à mener des perquisitions aux domiciles des victimes de l'attentat.

Face à cette situation, les familles des victimes de Suruç sont obligées de s'organiser. Elles se sont regroupées malgré leurs différences et ont fondé un comité pour mener l'enquête sur le massacre avec l'aide d'avocats progressistes et de militants.

Le massacre de Suruç avait pour but de nous terroriser afin de stopper l'envoi de soutiens et de combattants vers le Rojava et de briser la solidarité avec le peuple kurde. Dans cette attaque, l'AKP et DAESH avaient un intérêt commun, celui de briser la solidarité entre les peuples. Mais les réactionnaires ne peuvent pas briser notre solidarité. Après l'attentat, il y a eu de nombreuses manifestations de soutien et une très forte mobilisation, pas seulement des révolutionnaires mais aussi de l'ensemble du peuple. Il y a même eu des manifestations en Europe et c'est une bonne chose car cela permet de mettre une pression supplémentaire sur l'AKP.

Aujourd'hui, un nouveau projet est en construction, il se nomme "Nous irons encore à Kobane". Cela prouve notre détermination dans notre démarche de solidarité. Son nom fait référence à Mhır Ğayaw, leader révolutionnaire lui aussi assassiné par le gouvernement fasciste. Ils peuvent tuer, nous tuer, mais ils ne peuvent pas tuer notre détermination.

Pouvez-vous nous parler de la répression contre les mouvements révolutionnaires et kurdes ?

Depuis le massacre, le gouvernement a arrêté 900 à 1000 personnes. Sous prétexte de mener des opérations contre DAESH, l'AKP attaque les révolutionnaires et le peuple kurde. Sur l'ensemble des arrestations, seulement 4 personnes étaient membres de DAESH et ils ont tous été libérés. Tous les autres arrêtés sont des révolutionnaires et des militants kurdes. Nous devons absolument pointer du doigt la responsabilité de l'AKP dans le massacre de Suruç et le développement de DAESH.

Aujourd'hui, l'AKP mène une guerre d'extermination contre le peuple kurde, il y a 5 morts par jour au Kurdistan. L'État turc bloque la transmission d'informations mais depuis que l'AKP a relancé la guerre contre le PKK, c'est un véritable massacre qui a lieu. Pour l'État, il n'y a pas de différence entre



les combattants et les civils. Des civils se font exécuter en tant que membres du PKK alors qu'ils venaient aider à la reconstruction de Kobane. Dans les villes de Vato, Sılvan, Yüksetova et Sur l'armée a coupé internet, l'électricité et l'eau pendant 3 jours et a massacré de nombreux civils, tirant sur les gens dans la rue.

Pour l'AKP, tous les kurdes sont des ennemis. A Istanbul, un enfant kurde a été assassiné par la police lors d'une manifestation il y a 2 semaines. Le gouvernement se venge de sa défaite électorale en terrorisant les populations et en assassinant le peuple kurde. C'est un avertissement envoyé de la part du gouvernement en prévision des futures élections à ces populations qui votent à 95 pour cent contre l'AKP. Nous n'arrivons même pas à savoir combien de civils sont tués par l'armée et la police…

Dans cette situation, le peuple kurde et le mouvement révolutionnaire en Turquie ont réellement besoin de solidarité internationale pour exercer une pression de l'extérieur sur l'AKP. ★

Les 40 jours du massacre de Suruç commémorés à Yogurtçu



Le 30 août c'est jour de fête nationale. Ceci en raison de l'anniversaire de la fin de "la guerre d'indépendance", c'est un jour d'autocongratulation pour le pouvoir qui s'affiche dans tous les espaces. Partout, sur tous les immeubles, on aperçoit des drapeaux turcs et des portraits de Kemal, symboles de chauvinisme et d'écrasement des peuples sous la tutelle de l'Etat turc, mais également du génocide des Arméniens.

Mais surtout, ce dimanche 30 août 2015, cela fait 40 jours que le massacre de Suruç a eu lieu, 40 jours que l'AKP et Daesh ont fait exploser une bombe pour briser la solidarité avec le peuple kurde et les mouvements révolutionnaires en Turquie. Le mouvement a été durement blessé lors de cette attaque barbare. A l'ESP (Plate-forme socialiste des opprimés) d'Istanbul que nous avons rencontré, beaucoup de militants ont été personnellement affectés. Ce sont des camarades, mais aussi des amis, des proches, des maris, des femmes et des enfants qui ont été assassinés dans l'attentat fasciste.

La douleur est très presente. Elle ne laisse pas cependant sa place au defaitisme et au renfermement sur soi. Ce qui marque le plus ici, c'est la capacité à se rassembler collectivement pour s'entraider et se soutenir. Un soutien que les familles, amis et camarades s'apportent lors de cette difficile expérience. Du collectif émerge aussitôt cette force, cette volonté de revanche et de justice.

A Gazi, un quartier stanbouliote populaire et révolutionnaire, lors de l'enterrement de 3 camarades tués à Suruç, la presidente de l'ESP avait declaré "notre colère est plus importante que notre douleur". Et c'est vrai, c'est la combattivité qui est plus forte malgré les tentatives d'écrasement, malgré les vagues d'arrestations contre les mouvements révolutionnaires et kurdes. Après le massacre de Suruç des manifestations ont eu lieu dans toute la Turquie et le Kurdistan, et dans plusieurs villes du monde. Partout dans le pays, se sont multipliés forum et assemblées. Un des premiers endroits où les gens se sont rassemblés a été dans le parc de Yoğurtçu dans le quartier de Kadıköy. C'est dans ce lieu symbolique que nous nous sommes rendus 40 jours après l'attentat.

40 jours après la mort d'une personne, il est de coutume que la famille du défunt offre le repas à celles et ceux qui veulent participer à cet hommage. Ce jour-là, les camarades et les familles se sont rassemblés pour déjeuner ensemble au parc de Yoğurtçu. On reconnaît de loin le lieu, décoré de drapeaux rouges arborant les portraits des camarades assassinés, il y a déjà foule. Deux grandes banderoles sont accrochées, une avec les visages des 33 martyrs, l'autre avec le slogan en turc "Nous retournerons encore à Kobane ! " du nom de la campagne actuellement en marche. Les gens se disent bonjour, s'embrassent, se serrent dans les bras. Ici, il y a des gens qui ont fait de la prison pour leurs combats et leurs idées mais ils sont toujours là, avec leurs convictions.

Petit à petit, les participants s'installent, les familles sont aux tables au centre, autour desquelles sont disposées des chaises. Il y a beaucoup de journalistes et de caméras, les familles se font mitraillées de photos et de vidéos. Le service d'ordre de l'ESP surveille les voies d'accès du rassemblement. Puis silence, une femme prend la parole au micro, tout le monde se tourne vers elle. Elle nous lit un poème, puis tout le monde se lève, le poing levé : c'est une minute de silence. Cette dernière n'est pas très silencieuse, puisque tout le monde après quelques dizaines de secondes entonne à l'unisson le même slogan.

Tout le monde se rassoit, un homme se lève, le bras en bandoulière, c'est un des nombreux blessés de Suruç. Il y a perdu son fils et son meilleur ami. Il prend la parole, on sent dans sa voix de la douleur mais elle est surtout pleine de force et de conviction. Il explique pourquoi ils étaient partis à Kobane, pour reconstruire et amener des biens, des médicaments et des jouets pour les

enfants. Il raconte comment l'Etat a fait pression pour essayer de les empêcher d'y aller, comment la police les a fouillé, a pris leurs noms sur le chemin et comment ils ont été bloqués à la frontière. Les responsables de l'attentat, il nous dit, on les connaît, l'AKP et DAESH ont mis une bombe entre nous. Il y a perdu son fils et son meilleur ami, celui-ci nous dit-il était un militant exemplaire qui prenait sur lui beaucoup de travail, il finissait toujours ce qu'il avait à faire, c'est un modèle. Il termine au sujet de Suruç, et appelle à ce qu'elle soit la ville de la solidarité et de l'espoir. On applaudit fort, on s'essuit les yeux rougis. L'homme se rassoit aux côtés des autres proches des martyrs.

La présidente de l'ESP et la vice présidente du HDP prennent la parole et se font également applaudir. Avant chaque intervention, la même femme lit un poème. C'est ainsi que se déroulent les prises de paroles en Turquie, un poème avant les prises de parole.

Lorsque se termine la dernière prise de parole, des hommes et des femmes s'installent avec des instruments de musique là où se tenaient les tribuns. C'est un groupe, un des nombreux "grup". L'aspect culturel est important en politique, chaque parti a au moins un grup. Le plus connu et un des plus anciens est le Grup Yorum dont les membres se font régulièrement arrêter ou tuer par l'Etat turc. Les concerts rassemblent beaucoup de monde. Il y a deux grands grups proche de l'ESP. Celui-ci est très jeune et a moins de 6 mois, contrairement à son frère, beaucoup plus vieux. Ce nouveau grup joue en quelque sorte le relai du précédent miné par la répression. Une femme du grup déclare au micro qu'il n'y a rien d'autre à ajouter et qu'ils vont jouer pour leurs camarades. La musique du grup continue pendant que la nourriture est servie, pour celà des chaînes se forment pour faire passer la nourriture, les bouteilles d'eau et l'Ayran (yahourt liquide). Tout le monde partage le repas d'hommage de ce 30 mai 2015.

Les martyrs de Suruç sont tombés pour l'espoir, pour un avenir meilleur. Comme les autres révolutionnaires qui tombent dans le monde, ils vivent tant que le flambeau du combat est repris par ceux qui le continuent. Leur flamme ne s'éteindra pas et elle éclaire le chemin à suivre.

Soutenons la campagne "Nous retournons encore à Kobane" ! ★

Témoignage de Koray, militant de SGDF blessé à Suruç

DAESH a attaqué Kobane, mais les YPG (Force de défense du peuple au Rojava) ont résisté, et ils ont vaincu, ils ont nettoyé la ville. Mais malgré la victoire, la ville a été complètement détruite.

Après la libération, de nombreux réfugiés sont revenus à Kobane, mais la vie y est très dure. Les gens essaient de reconstruire leur ville ensemble, mais c'est un travail long et difficile.

Notre association de jeunes révolutionnaires (SGDF) a organisé un projet qui se nommait "Nous avons défendu Kobane ensemble, nous la reconstruirons ensemble."

Nous partions pour reconstruire la ville, restaurer les immeubles endommagés par la guerre et en construire de nouveaux. Nous voulions replanter les forêts détruites, apporter des jouets aux enfants traumatisés et passer du temps avec eux. J'ai fait de la gymnastique par le passé et je voulais l'enseigner aux enfants, je voulais aussi organiser des ateliers manuels et ludiques.

Le 9 juillet, je suis parti pour Suruç. Le 20 juillet, nous étions dans son centre culturel où nous y faisions vivre le lieu. Ce jour-là, 200 personnes sont arrivées avec beaucoup de matériel et de jouets à acheminer vers Kobane. À 9h du matin, nous déjeunions ensemble. Il faisait déjà très chaud, Suruç est une des villes les plus chaudes de Turquie. D'autres camarades devaient arriver ce jour-là…

À 9h45, nous avions prévu une conférence de presse dans le centre culturel pour expliquer ce que nous faisions à Suruç. Nous étions bloqués là à cause du gouvernement turc qui refusait de nous fournir les autorisations nécessaires pour franchir la frontière syrienne.

Je suis sorti devant le centre pour prendre des photos, j'entendais mes camarades parler à l'intérieur.

Lorsque j'ai entendu l'explosion, j'ai vu un énorme feu et senti une très forte chaleur sur mon visage. Le souffle de l'explosion m'a propulsé contre un lampadaire. Le choc a brisé mon bras et ma jambe gauche. Mon bras droit, lui, a été complètement brûlé… J'ai cru que j'avais perdu ma jambe, je n'arrivai plus à ouvrir mes yeux… J'ai compris que c'était une bombe, je sentais une très forte chaleur sur mon visage. Lorsque j'ai réussi à ouvrir mes yeux, il y avait beaucoup de sang, j'ai vérifié que tout allait bien au niveau de ma tête.

Des camarades sont venus et m'ont aidé à marcher. Nous cherchions des voitures pour aller à l'hôpital. 3 ou 4 voitures sont arrivées pour nous amener à celui de Suruç.

Quand je suis arrivé à l'hôpital de Suruç, il était bondé. Il y avait déjà une centaine de personnes alors que cet hôpital est vraiment petit, il ne pouvait donc pas tous nous accueillir. Avec des camarades, nous avons été transférés en ambulance à un hôpital plus grand, dans la ville centrale d'Urfa dont Suruç est à la périphérie.

Nous sommes arrivés à l'hôpital de Urfa, un très bon hôpital. 3 mois avant, des combattants des YPG y avaient été soignés. Mon opération a été un succès. Je suis resté dans ce service durant 26 jours avant d'être transféré à Istanbul où se trouve l'hôpital le plus important de Turquie.

Le massacre du Suruç a été le pire massacre commis sur les révolutionnaires en Turquie. Ce massacre entrait parfaitement dans les plans du gouvernement de l'AKP. La bombe qui a servi à l'attentat était bien trop grosse pour être déplacée par un seul homme. Il est impossible que DAESH ait pu la faire passer par la frontière sans que la police ne soit au courant. S'ils avaient voulu, ils auraient pu empêcher cette attaque, mais la police et le gouvernement ont laissé DAESH perpétrer tranquillement ce massacre.

Pour quelles raisons ? Le 7 juin, il y a eu des élections en Turquie et le parti HDP a obtenu 80 députés au parlement. Cela a perturbé les plans de l'AKP car c'était la première fois que le parti d'Erdogan n'obtenait pas la majorité absolue et ne pouvait donc pas former un gouvernement seul. Cependant, l'AKP a de nombreuses contradictions avec les autres partis, y compris avec les nationalistes. Il n'est donc pas question pour l'AKP de former d'alliance, Erdogan veut gouverner seul. Son but est donc de convoquer de nouvelles élections en novembre prochain, mais pour gagner il lui faut capter les voix des nationalistes du MHP qui sont fortement hostiles vis-à-vis du peuple kurde. Dans l'AKP lui-même, il y a un fort racisme contre les Kurdes.

2 jours après le massacre de Suruç, 2 policiers ont été exécutés. La police turque est très fortement infiltrée par les islamistes et de nombreux policiers soutiennent DAESH. Les médias ont donc immédiatement relégué la propagande officielle, imputant cette action aux HPG. Cela a servi de prétexte à l'AKP pour relancer la guerre contre le PKK. Cette nouvelle situation est bénéfique pour Erdogan. Grâce à cette guerre, il peut capter les voix des nationalistes et criminaliser le HDP. Avec cette nouvelle guerre, l'AKP fait payer au peuple kurde sa dernière défaite électorale.

Après le massacre de Suruç, la police a essayé d'empêcher les ambulances de conduire les blessés à l'hôpital. La population a donc attaqué la police pour sauver les camarades blessés. 33 des nôtres ont perdu la vie dans ce massacre… La police a ensuite persécuté les victimes en faisant des perquisitions à leur domicile. Cependant la solidarité a été forte, à tel point qu'Erdogan n'a pas pu s'exprimer durant 10 jours après Suruç. Aujourd'hui, nous ne sommes pas brisés et un nouveau projet est lancé. ★

Gazi, quartier populaire quartier révolutionnaire !

Un hélicoptère tournoie constamment au dessus de nos têtes. Des enfants jouent dans la rue, certains sont nés ici, d'autres ont fui la guerre ou la pauvreté. Ici, on parle kurde, arabe, zaza ou turc. Il y a également beaucoup d'alévis, une minorité religieuse. Gazi est un quartier populaire, beaucoup de travailleurs et travailleuses vivent ici, certains doivent tous les jours prendre le bus pendant plus d'une heure pour se rendre au travail. Ce quartier situé dans l'ouest de l'agglomération stanbouliote est à plus de 40 km des centres d'Istanbul comme Taksim.







Gazi, c'est un quartier où les révolutionnaires sont très implantés. Sur chaque mur, sur chaque rideau de fer des magasins fermés la nuit, on aperçoit la signature d'une des diverses organisations maoïstes, marxiste-léninistes, kurdes et guévaristes. Presque tout le monde se trouve dans la sphère d'influence d'un parti. Il y a un local politique dans chaque pâté de maison.

Le mot « Gazi » signifie combattant blessé à la guerre en turc. Il y a beaucoup de révolutionnaires à Gazi mais il y a aussi beaucoup de martyrs. Gazi a donné beaucoup de ses enfants pour la cause. Récemment, 3 des 33 de Suruç ont été enterrés au cimetière de Gazi. Ce cimetière est plein des drapeaux rouges qui sont plantés sur les tombes des martyrs.

Gazi est révolutionnaire, en conséquence elle est haïe par le pouvoir turc qui essaie d'y implanter ses flics. Pendant quelques jours quand nous étions sur place, les habitants avaient empêché les flics de rentrer dans le quartier. C'est à ce moment que l'hélicoptère était le plus au dessus de nos têtes, constamment, de jour comme de nuit. Des chekpoints tenus par les habitants empêchaient les blindés de passer.

Lorsque la police est revenue, le quartier est entré en ébullition, tout le monde dans la rue a affronté les blindés de l'AKP, de manière très organisée. Ici, les manifestations, ce n'est pas tenir une pancarte, c'est tenir un pavé, un cocktail ou un fusil. Gazi la combattante, ce n'est pas seulement des mots c'est une réalité que vivent ses habitants au quotidien. Il pleut du gaz sur Gazi, mais Gazi est toujours debout. Les habitants installent des barricades dans les rues, tandis que les mères ramènent à la maison leurs enfants qui jouaient dehors, puis regardent au balcon les affrontements. Ces enfants sont très jeunes, puisque pas besoin d'être super vieux pour se défendre, pas besoin d'être jeune non plus, pas besoin d'être un homme. À Gazi, on grandit au combat et on meurt combattant. Pendant que les enfants d'une dizaine année font

le guet, les plus âgés tiennent les armes à feu, d'autres les cocktails, d'autres des pavés. Il y a des échanges de coup de feu entre les kurdes et les flics. Les flics ne peuvent jamais sortir de leurs blindés qui traversent le quartier à 100 à l'heure, leurs blindés d'où ils nous tirent dessus, d'où ils nous arrosent de grenades. Mais leurs blindés se font également arroser de pierres et de cocktails. Parfois, ils prennent feu.

Sur Gazi, c'est la violence de l'État fasciste et l'autodéfense du peuple qu'il opprime. Mais Gazi, c'est surtout la résistance et la solidarité. Gazi, ce qui la fait vivre, c'est son peuple qui se soulève. ★



Interview de DHF sur la situation en Turquie

Note : DHF signifie Fédération des Droits Démocratiques, c'est une organisation progressiste de front qui partage l'analyse de la situation en Turquie du MKP (Parti Communiste Maoïste).

Quelle est la situation économique actuelle de la Turquie ?

Notre mouvement analyse la Turquie comme étant un pays capitaliste semi-colonial. Nous ne pensons pas que la Turquie soit économiquement pauvre, au contraire c'est économiquement un grand pays. Ce sont 500 monopoles mondiaux qui contrôlent l'économie de la Turquie. La production de 89 % des marchandises destinées à l'import export sont dépendantes des monopoles impérialistes. De plus nous observons que les contradictions de classe s'aggravent. Des millions de personnes sont aujourd'hui sous le seuil de pauvreté tandis que les 1 % les plus riches possédent l'ensemble du capital. La Turquie n'est pas économiquement indépendante, cela veut dire que la situation économique du monde affecte également le pays.

Le gouvernement actuel en Turquie est un gouvernement fasciste qui mène de grandes vagues d'attaques contre la classe ouvrière. Les anciens droits sociaux existant jusqu'à présent sont systématiquement remis en question. Ils ont fait de nouvelles lois pour libéraliser le pays et cela va continuer. Dans le même temps le gouvernement attaque les droits démocratiques.

Vous avez sans doute pu constater qu'aujourd'hui le dollar et l'euro sont très forts en Turquie et qu'il y a une dévaluation du Lira Turque. Cette situation est très grave. Nous sommes presque sûr aujourd'hui que la Turquie va connaître l'expérience d'une grande crise économique dans les temps prochains. Le gouvernement va essayer de faire retomber les conséquences de cette crise sur la classe ouvrière en faisant passer de nouvelles lois.

Face à cette situation, DHF travaille à organiser la classe ouvrière pour pouvoir contre attaquer.

Quelles sont les concéquences de cette situation sur les masses populaires en Turquie ?

Comme nous l'avons dit au début, la situation économique de la Turquie est complétement dominée par les impérialistes. Cela veut dire aussi que les oppressions économiques en Turquie sont également dirigées selon les intérêts directs des monopoles impérialistes. Les lois sont donc faites par la bourgeoisie turque mais elles répondent aux intérets impérialistes.

Les droits économiques, sociaux et syndicaux sont attaqués systématiquement par la bourgeoisie. L'AKP a fait une série de réformes faisant passer en bloc de nombreuses attaques contre les droits des ouvriers en Turquie.

Il y a environ 10 millions de paysans, ils sont presque tous ruinés. L'Etat a stoppé l'ensemble des crédits pour aider la production agricole, mettant la paysannerie dans une situation critique.

Il y a 10 millions de fonctionnaires en Turquie, leur situation s'est également aggravée ces derniers temps. Il n'y a eu aucune amélioration de salaire.

La situation des ouvriers en Turquie est vraiment très précaire. Le salaire minimal est aujourd'hui de 300 dollars. Ces derniers temps la situation s'est aggravée. Avant l'euro valait 2,80 Tl, aujourd'hui il est à 3,40 Tl, il y a donc une dévaluation monétaire, l'argent en Turquie n'a pas de





valeur et le peuple s'appauvrit.

Dans le même temps le prix des produits de consommations augmente, ce qui rend la vie très dure pour les masses populaires en Turquie.

Depuis 2002 (prise du pouvoir par l'AKP), il y a eu beaucoup de réformes contre les droits syndicaux et sociaux sous prétexte de vouloir rentrer dans l'UE. Par exemple la sous-traitance s'est généralisée rendant plus opaque l'exploitation des ouvriers. Pour donner un autre exemple, en 2011 il y a eu une réforme très réactionnaire pour diminuer les droits syndicaux. Auparavant les questions salariales étaient discutées entre patronat et syndicats et le rapport de force pouvait permettre d'obtenir des améliorations. Depuis cette réforme, quand le patronat et les syndicats ne trouvent pas d'accord c'est une commission–dont les membres sont choisis par l'Etat–qui tranche et bien entendu cela ne peut aller que dans le sens de la défense des intérêts de la bourgeoisie.

On peut donc dire que la situation des masses populaire et de la classe ouvrière se dégrade en Turquie.

Comment s'organise la résistance ouvrière et comment DHF y participe ?

Aujourd'hui, le capital et les monopoles sont centralisés. Le capital et les monopoles qui avant étaient nationaux sont aujourd'hui internationaux, toute l'économie est centralisée. Cette situation change également le caractère de la classe ouvrière et de la résistance de la classe ouvrière. Avant, chaque secteur de la production était indépendant, ce n'est plus le cas aujourd'hui, où il existe de grands monopoles et où ces monopoles sont devenus multinationaux. C'est pour cela que la résistance actuelle de la classe ouvrière se doit d'etre aussi centralisée.

La production est produite, puis achetée, puis enfin revendue par les ouvriers du secteur tertiaire. Ces secteurs sont donc dépendants les uns des autres, leur lutte l'est également c'est pourquoi ils doivent s'organiser ensemble sous la direction de la classe ouvrière.

En Turquie, il y a 30 million d'ouvriers mais seulement 2,5 millions sont organisés dans les syndicats ce qui est très peu. Il faut également prendre en compte les chômeurs privés d'emploi, le travail domestique et le travail non déclaré.

Avant nous avions à lutter contre un patron bien identifié qui était le patron de l'entreprise dans laquelle nous travaillions. Aujourd'hui, nous devons centraliser notre lutte contre les monopoles et contre l'Etat qui produit pour les capitalistes, les politiques réactionnaires. La classe ouvrière lutte également contre les syndicats jaunes qui se font les alliés des capitalistes.

Durant les 100 dernières années, la situation de la classe ouvrière s'est légérement améliorée. Au contraire la situation de la paysannerie et des fonctionnaires s'est détériorée. La petite bourgeoisie quant à elle s'est polarisée, une partie a été ruinée et s'est prolétarisée. Il y a donc une uniformisation de leur condition sociale, c'est le peuple. Leurs luttes sont liées et doivent donc se centraliser sous la direction de la classe ouvrière.

En Turquie, la lutte de la classe ouvrière est centrale, mais la société est également traversée par d'autres contradictions. Il y a la contradiction nationale avec les questions kurde ou arménienne par exemple, il y a les problèmes de religion avec des religions opprimées par l'Islam dominant comme les alévis ou les chrétiens, la question des femmes et des LGBTI ainsi que la question de l'environnement. Toutes ces contradictions sont une part de la lutte de la classe ouvrière.

DHF a vu ces contradictions et lutte également sur toutes ces questions qui font également partie de la lutte des classes en Turquie. En fait DHF veut centraliser toutes ces luttes sous la perspective du socialisme. DHF a un programme socialiste qui prend en compte toutes les contradictions nationale, de genre, religieuse, etc. Sur les problemes écologiques qui ont pris de l'importance, DHF est présent et mène la lutte en mettant au centre du débat la question de classe car c'est bien la bourgeoisie et le capitalisme qui sont responsables de la destruction de l'environnement. La condition des femmes est également un problème central de la société turque car elles représentent la moitié de la population mais n'ont pas les même droits, DHF apporte également beaucoup d'attention à cette question.

DHF a créé une organisation ou un comité pour chaque contradiction de la société turque. Il y a DKH qui est une organisation de femme, DGH pour la jeunesse, une organisation ouvrière (YDSB), YÇKM pour la culture, ADHK pour le travail international, une commission des familles des martyrs et des prisonniers (YDAB), une commission des publications, une commission environnement, une pour les droits démocratiques des masses, une pour le travail des gouvernements locaux et enfin une commission parlementaire. Toutes les organisations spécifiques sont membres de DHF mais elles ont une existence propre.

Pouvez vous nous expliquer votre choix de coopérer avec HDP aux éléctions parlementaires ?

Nous pensons qu'un changement de société ne peut venir que d'une révolution socialiste, et toutes les actions et les différentes tactiques de DHF ne sont

guidées que par cette ligne générale. Le capitalisme ne peut être détruit que par la perspective révolutionnaire. Pour nous aujourd'hui en Turquie le parlement est aussi une part de ce travail.

Dans le passé DHF a décidé d'opter pour différentes tactiques en fonction de la situation politique vis à vis de la question éléctorale, notament le boycott des élections.

Comme vous le savez, depuis que AKP est au gouvernement ils on fait beaucoup contre le peuple, beaucoup de lois contre la classe ouvrière. DHF a commencé à analyser ce processus. Les forces révolutionnaires en Turquie sont très divisées, tandis que notre ennemi lui est très fort. DHF a décidé que contre l'AKP les forces révolutionnaires doivent mener une politique de front commun et le processus des élections est une part de ce front. Pour ce qui est de la question du front des élections, DHF avait en tête 3 objectifs importants.

Le premier point était de lutter ensemble avec toutes les forces révolutionnaires contre l'AKP qui est actuellement le représentant des intérêts impérialistes en Turquie.

Le deuxième point était de créer un front général avec toutes les forces révolutionnaires sans pour autant oublier la lutte idéologique entre les différentes conposantes du front.

Le troisième point était que DHF voulait, avec cette campagne des élections, faire connaître son programe de façon plus large dans les masses populaires et y expliquer sa nouvelle politique.

DHF veut être l'organisation dirigeante de la lutte sociale mais nous ne pouvons pas pour autant oublier ou se couper des autres forces socialistes et des nationalistes kurdes qui sont au côté du peuple. Créer l'union avec ces forces est un point central de DHF. Nous devons attaquer la bourgeoisie avec ces autres forces plus efficacement, plus puissamment.

Si une organisation est révolutionnaire qualitativement et si elle se place au côté du peuple, nous pouvons mener avec cette organisation la lutte, mais cela bien entendu sans mettre de côté nos désaccords idéologiques et en continuant à mener cette lutte idéologique avec cette organisation. Nous ne somme pas membres de HDP, mais nous avons décidé de mener une politique de front avec HDP.

Çela veut dire que nous voulons avoir un but plus petit que celui pour lequel nous avons constitué le front.

Nous allons aussi continuer à mener la lutte idéologique avec les autres organisations révolutionnaires de Turquie mais cette lutte idéologique ne doit pas empêcher de mener une politique de front contre notre ennemi commun.

HDP est une force très importante et comme vous le savez les progressistes kurdes sont une part très importante de ce mouvement. La question nationale en Turquie est aussi une question centrale, c'est pourquoi le mouvement kurde doit être pris en compte et que les organisations qui le composent sont très importantes pour nous.

Suite aux attaques de l'armée turque contre le Kurdistan et à la fin du processus de paix, que pensez-vous de la nouvelle situation ?

Cette attaque réactionnaire de l'Etat, de l'AKP, n'est pas principalement liée aux élections. Même si l'AKP avait été élu, cette attaque aurait quand même eu lieu. Le massacre de Suruç n'est pas non plus la cause de cette attaque. L'Etat veut stratégiquement lutter contre les kurdes et les socialistes. C'est une attaque stratégique.

Les causes de l'attaque sont selon nous :

Premièrement. La situation au Rojava où il existe aujourd'hui un gouvernement démocratique autonome qui dérange les autres pays réactionnaires et fascistes comme la Syrie, la Turquie, l'Irak ou l'Iran. Ce sont tous des Etats fascistes qui ont comme principe une nation, une religion et une patrie. Cette autonomie au Rojava va contre leur principe. Au début la Turquie voulait opprimer cette révolution nationale (pas socialiste) et progressiste. Ils ont soutenu d'autres organisations dans ce pays qui défendent leurs intérets et ceux des imperialistes à qui ils sont liés : d'abord avec Assad puis avec l'Armée syrienne libre (ASL), ISIS et les forces kurdes du KDP (le parti de Barzani en Irak) qui travaillent avec les impérialistes. Ils ont tenté d'opprimer la révolution avec ces forces, sans véritable succès. C'est pourquoi ils ont decidés d'attaquer l'ensemble des progressistes et des révolutionnaires qui participaient à la lutte pour le Rojava en y envoyant leurs forces et en apportant leur soutien. Depuis le début de la lutte au Rojava, l'ensemble des forces socialistes de Turquie et le mouvement de libération national kurde sont présentes.

Deuxièmement. L'Etat turc a vu que le mouvement kurde s'est renforcé, il tente donc aujourd'hui de mettre un coup d'arrêt à ce dernier pour stopper sa progression. Les Kurdes sont en discussion avec les organisations et partis socialistes et sont devenus une force sociale plus puissante sur l'ensemble du Kurdistan.

Troisièmement. Après Gezi (mouvement de la place Taksim), les différents mouvements révolutionnaires sont



devenus plus puissants et ont commencé à discuter sur les sujets de l'unité et du front. L'Etat veut également stopper ce processus qu'il considère comme un véritable danger.

Quatrièmement. Avec HDP et ses soutiens, il y a des millions de personnes qui ont été touchées par les idées socialistes dont de nombreux jeunes. L'Etat a eu peur de ce potentiel révolutionnaire et il le combat car si les masses s'organisent le mouvement socialiste va se renforcer ce qui représente un danger pour les intérets impérialistes et la bourgeoisie à sa solde.

Cinquièmement. Globalement, après la chute de l'URSS les impérialistes ont declaré leur victoire, propageant l'idée de la mort définitive du socialisme. Cependant, au cours des dernières années, dans plusieurs pays comme en Turquie et au Moyen-Orient, les gens se sont retrouvés pour discuter d'une société alternative au capitalisme. Au Moyen-Orient, on peut dire que les forces progressistes et socialistes sont plus puissantes que dans d'autres parties du monde. Elles ont un potentiel révolutionnaire très important qui effraie l'ensemble des impérialistes. C'est pourquoi, ils ont tous soutenu l'attaque de la Turquie contre les forces kurdes et socialistes. Même s'ils ont quelques contradictions vis à vis de l'AKP, ils soutiennent le processus contre les révolutionnaires et contre les kurdes.

C'est une lutte totale contre les forces révolutionnaires, et nous avons décidé de nous organiser pour résister contre cette attaque.

Concernant notre politique sur le Kurdistan nous avons fait l'analyse suivante. Avec le traité de Lauzanne (1923), le Kurdistan s'est retrouvé divisé en 4 parties et les Kurdes ont été exclus de leurs droits nationaux. La nation kurde qui est opprimée a la chance, après la révolution nationale au Rojava, de pouvoir unifier la lutte dans les quatre parties du Kurdistan. Pour cette raison, notre mouvement a décidé de créer un programme spécifique pour un Kurdistan réunifié et socialiste au sein de notre programme général pour le socialisme.

Pouvez-vous nous parler de la vague de répression qu'il y a eu en Turquie et des arrestations contre DHF ?

Le nouveau concept de l'Etat dans sa guerre contre-révolutionnaire est d'attaquer en bloc toutes les dynamiques progressistes de la société. Le premier but de cette attaque est de supprimer le mouvement national kurde, et avec ce mouvement toutes les forces socialistes et progressistes de la société. Il veut attaquer toutes les conquêtes politiques que le PKK a gagné au fil du temps.

Après les élections, il y a eu beaucoup d'attaques contre HDP et les autres forces progressistes et socialistes. La politique de front de HDP et des socialistes est une menace qui dérange les intérêts des impérialistes défendus par AKP.

Le mouvement national kurde a créé un front avec les alevis, les socialistes et les autres forces et c'est cela qui a dérangé l'AKP.

Notre organisation a également été visée par cette répression. Le centre de cette opération a été Istambul, 40 de nos camarades ont été arrétés et 9 de ces derniers ont été placés en détention. Ils sont toujours en prison. Il y a un procès contre tous nos camarades qui débutera le 23 octobre. Nos camarades ont seulement participé à des manifestatıons légales, lu des journaux légaux. On peut dire qu'ils ont seulement utilisé leur liberté d'expression. Mais l'Etat leur reproche d'être membres du MKP (Parti Communiste Maoïste - Turquie/Nord Kurdistan), une organisation illégale.

Il y a eu beaucoup d'autres attaques après, c'étaient des opérations générales contre les forces de HDP. A Dersim et dans d'autres villes, l'Etat a également mené des opérations de répression contre nos camarades. L'Etat les accuse également d'être membres du MKP. La répression est récurante depuis de nombreuses années, et ces attaques vont durer si les forces socialistes et le mouvement national kurde ne s'organisent pas et ne répondent pas fortemement contre l'Etat.

Comment peut-on envisager la solidarité internationale avec les mouvements révolutionnaires turcs et kurdes ?

Notre travail ici est local, mais il est réalisé avec une perspective internationale et il a une qualité internationale, cela signifie que c'est une part de la lutte internationale.

Les monopoles impérialistes sont de plus en plus centralisés, les forces progressistes, socialistes et de libération nationale doivent donc aussi être centralisées pour internationaliser notre lutte. Nous devons aussi nous organiser de manière centralisée contre les forces réactionnaires et impérialistes.

Aujourd'hui, il y a beaucoup de possibilités de créer cette union internationale entre les socialistes. Nous devons créer un mouvement solidaire entre les forces révolutionnaires au Moyen-Orient, mais dans le même temps nous devons travailler à la création d'un nouvelle internationale. Notre organisation travaille dans cette direction, mais ce n'est pas encore suffisant. La création d'un centre international est une question stratégique et notre prochaine tâche est donc de créer une internationale puissante pour développer les solidarités et le soutien entre les socialistes et avec les forces progressistes dans le monde. ★



Résistances

Les flics dans les quartiers populaires

Le 27 de ce mois marquera les 10 ans de la mort de Zyed et Bouna, ces deux adolescents de Clichy-sous-Bois morts après avoir été poursuivis par deux flics. Cet événement fut la fois de trop : impossible de pardonner ce nouveau crime policier. Les insultes, le harcèlement et maintenant la mort : inacceptable. Les banlieues se sont soulevées. Il s'agissait de montrer que dans les banlieues, dans les quartiers populaires, on ne peut pas se laisser faire et qu'on ne les laisserait plus faire. Cette police raciste et criminelle bénéficie peut-être de l'impunité de la Justice mais les familles des victimes, les jeunes des quartiers populaires n'ont pas oublié et ne pardonnent pas.

De la guerre d'Algérie à la révolte des banlieues de 2005

En 2002, le groupe de rap « La Rumeur » fut attaqué en justice par le ministre de l'intérieur de l'époque… Nicolas Sarkozy ! Que lui est-il reproché ? « Diffamation publique envers la Police Nationale », sur quelle base ? Pour avoir dénoncé « *les rapports du Ministère de l'Intérieur [qui] ne feront jamais état des centaines de nos frères abattus par les forces de police sans qu'aucun des assassins n'ait été inquiété* » et d'autres propos mettant tous en avant l'impunité policière concernant les très nombreux crimes racistes qu'elle a commis.

Cette attaque du Ministère de l'Intérieur ressemble à une farce immense quand on connaît l'histoire de la Police Nationale depuis la seconde guerre mondiale… Comment oublier le massacre du 17 octobre 1961 ? Des centaines d'algériens qui manifestaient pour l'indépendance de leur pays jetés dans la Seine par la Police Nationale et bien sûr cela n'apparaît dans aucun manuel d'histoire. Cette police qui a jeté ces manifestants dans la Seine, c'est la même qui avait effectué les rafles de juifs pendant la Seconde Guerre Mondiale comme la rafle du Val d'Hiv. Dans l'après-guerre, la police a été particulièrement épargnée par l'épuration. Ainsi quelqu'un comme Papon, ancien collabo du régime de Vichy, a pu devenir préfet de police !

Sarkozy et toute sa clique par cette attaque en justice voulait nous faire oublier entre autre ce massacre du 17 octobre 1961 et d'où vient sa police nationale. Ils ont aussi cru qu'on oublierait Malik Oussekine et tous les autres ?

Si l'on regarde de plus près, on s'aperçoit que depuis la guerre d'Algérie, les violences policières dans les quartiers populaires n'ont jamais cessé. Tout d'abord la police n'a jamais pardonné au peuple algérien de s'être soulevé pour son indépendance et d'avoir vaincu. Dès lors les crimes racistes de la police n'ont cessé à aucun moment. Ces crimes ne sont pas seulement commis contre les personnes d'origines algériennes mais contre toutes les personnes assimilées à des « noirs » ou des « arabes ». Ces crimes prennent place dans un endroit particulier, ce qu'on a appelé les banlieues.

D'où viennent les « banlieues » ? Les banlieues ce sont ces grands immeubles de basse qualité qu'on a fait construire en masse dans l'après-guerre pour y entasser les immigrés venus reconstruire la France. Ces immigrés à qui le patronat avait vendu une vie de rêve en France et qu'il a ensuite réduit à la misère en les asservissant dans les usines et en les cloîtrant dans ces espaces devenus vites insalubres quand ils ne se retrouvent pas entassés dans les bidonvilles. Ce qu'on appelle les banlieues étaient donc à l'origine de formidables réserves à main d'œuvre pas chère dont le patronat est très demandeur. Dans ces banlieues, la police a très rapidement adopté une stratégie de force d'occupation. Les banlieues cristallisent les oppression et les contradictions les plus fortes dans la société française : boulots les plus difficiles (le bâtiment par exemple), racisme et par la suite le chômage de masse. Et là où il y a oppression il y a résistance ! Dès lors l'Etat a de plus en plus investi dans une police mettant sous pression constante les habitants des banlieues. C'est ce grand investissement dans ce qu'ils nomment le « maintien de l'ordre », celui-ci a été grandement renforcé après le mouvement de 1968.



Depuis 2005…

Que s'est-il passé depuis la révolte de nombre 2005 ? On doit constater que la violence policière a continué et s'est toujours plus banalisée. Celle-ci va du contrôle de papier sauvage par des BACeux jusqu'aux meurtres dont on compte autour d'une quinzaine par an (voir la chronologie des meurtres policiers depuis 2005 établie par le Collectif Urgence notre police assassine). Après chaque meurtre, la police et les médias qui en sont le relais nous servent le même cinéma : tout d'abord des bobards sur la victime pour salir son image et donner l'idée que ce serait en quelque sorte bien mérité, puis tenter de nous faire croire que les flics auraient été en danger ou dans une situation de légitime défense, et on finit par essayer de nous faire avaler que les policiers auraient eu un comportement irréprochable et très professionnel. Pour soutenir leurs collègues criminels les syndicats de police comme Alliance se mobilisent très rapidement pour dénigrer encore plus la mémoire des victimes et pour faire pression sur la justice. Et comme toujours la justice

bourgeoise se range unanimement du côté de la police, le verdict sonne comme une routine : acquittement pour les policiers incriminés. Seulement, un rendu de justice n'enlève pas le sang sur les mains des bourreaux. Ainsi depuis 2005 les familles de victime se mobilisent de plus en plus pour avoir la vérité et la justice concernant les meurtres policier. On a vu naître de nombreux comités pour la vérité et la justice et le mot d'ordre « Ni oubli ni pardon » a commencé à se généraliser quand beaucoup ont réalisé que la justice ne traiterait jamais sérieusement ces affaires.

Parmi ces comités et collectifs, il y a le Collectif Urgence notre police assassine lancé par Amal Bentounsi dont le frère Amine Bentounsi a été tuée d'une balle dans le dos par un policier. Pour avoir dénoncé l'impunité policière, Amal a été attaquée en justice par Manuel Valls alors Ministre de l'intérieur. Voilà les propos pour lesquels Amal, et à travers elle le combat qu'elle mène, a été attaquée :

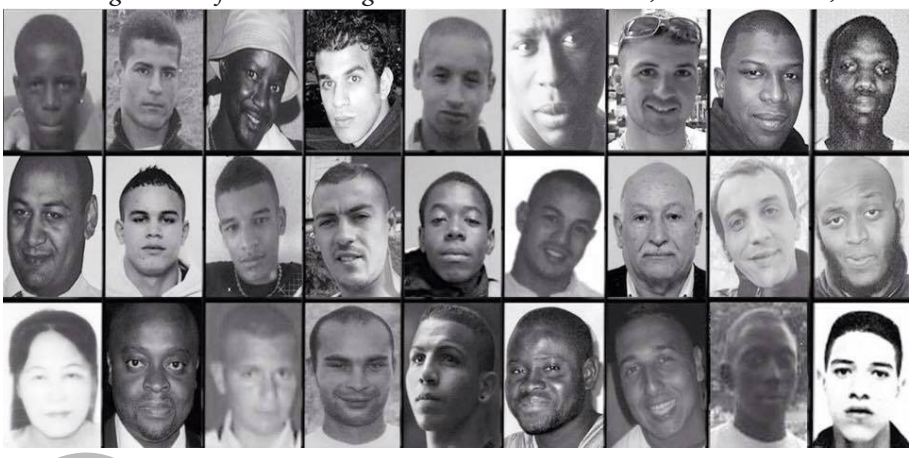
« *Vous voulez commettre des violences et crimes en toute impunité, sans jamais être inquiétés par la justice ? Vous êtes violents, insultants, ne respectez pas le code de la déontologie ? Arrogants, méprisants sont vos qualités ? Prêts à tuer, sans être en état de légitime défense ? En argent de poche pour arrondir la fin de mois coller des outrages à agents ? La police recrute et la justice vous protège et vous acquitte. Ne vous inquiétez pas même si vous êtes coupable on s'arrangera pour que vous ne le soyez plus, nos syndicats sont puissants. Alors n'attendez plus, la police est le meilleur des métiers pour être au-dessus des lois !!!* »

Le procès s'est finalement fini par une relaxe. On retrouve chez Manuel Valls la même volonté de censure de la voix des quartiers populaires que Nicolas Sarkozy. Cette envie de museler les quartiers populaires en particulier quand ceux-ci dénoncent les pratiques de la police n'est pas nouvelle. Déjà en 1999, une vingtaine de rappeurs c'étaient réunis dans le « Cercle rouge » pour sortir un EP « 16'30 contre la censure ».

« *Le Pen : les camps d'concentration, un détail... Aucune censure ! Quand pour Chirac il y a des mauvaises odeurs... Aucune censure ! Quand les keufs flinguent des jeunes dans l'commissariat : Aucune censure ! L'histoire des sans-papiers, homme politiques : Aucune censure ! Qu'les chômeurs s'font péta par les CRS : Aucune censure ! Quand ces mêmes CRS fonsdé une église : Aucune censure, aucune censure, aucune censure…* »

Aujourd'hui on pourrait rajouter les propos de Valls sur les rroms, ceux de Marine Le Pen sur les réfugiés, ceux de Morano sur la « race blanche »… Aucune censure !

10 ans plus tard la situation n'a fait qu'empirer. Le chômage dans les banlieues est toujours plus fort, le racisme d'Etat se cache de moins en moins, la dégradation générale de nos conditions de vies continue. Et la police continue de mutiler, on ne compte plus les yeux perdus par des tirs de flashball, et de tuer, de Wissam El-Yamni à Amine Bentounsi, la liste n'en finit pas. Aujourd'hui les banlieues font de plus en plus place à la spéculation financière, ainsi la banlieue proche de Paris fait l'objet de nombreux « projets immobiliers », de « rénovations », d' « éco-quartiers » qui servent en fait à déplacer les populations prolétaires toujours plus loin pour y installer une population plus riche. Ce processus de nettoyage des quartiers populaires entraîne évidemment sont lot de violences et de harcèlement policier, les premières victimes en sont les sans-abris, les jeunes et parfois les travailleuses du sexe comme à Belleville.



Pour les 10 ans de la révolte des banlieues, le Bloc Rouge (unification des maoïstes) et le Parti Communiste maoïste - Italie vont organiser un meeting international « De la révolte des banlieues à la révolution prolétarienne ! », le samedi 21 novembre à partir de 15 heure au 51 rue de la Commune de Paris à Aubervilliers (93300).

Nous vous invitons à venir nombreux et nombreuses pour faire de ce meeting un succès nous permettant d'avancer contre les violences policières ! ★

Les fachos et le mouvement écolo

Alors qu'Internet permet aux conspirationnistes, confusionnistes et autres fascisants d'avoir un moyen de diffuser leurs idées réactionnaires facilement (blog, vidéo Youtube, réseaux sociaux), d'autres organisations d'extrême-droites vont sur le terrain pour infiltrer des organisations de lutte qui étaient, il y a encore quelques années, réservées à la "gauche", du moins la gauche radicale et l'extrême-gauche en général. Écologie, protection des animaux, vegetar/lisme. Comment des réactionnaires ont pu faire de ces questions qui ne les intéressaient pas leurs nouvelles stratégies de recrutement, d'infiltration et de mise en place de réseaux ?

Exemple : le samedi 23 mai à Strasbourg, en pleine manifestation anti-Monsanto, deux militants virilistes du Cercle Proudhon (cache-sexe pour Égalité & Réconciliation) infiltrent la manifestation en s'installant à coté du NPA. Le NPA à l'aide d'autres organisations (comme AL) essaye de virer les deux fascistes. Alors que tout aurait dû se terminer là dessus, certaines organisations présentes vont s'opposer à cette "violence antifasciste" sous des prétextes humanistes et niais du type "Mais nous sommes tous des Terriens". Quelques minutes plus tard, les

deux compères vont échanger numéros de téléphone et tracts avec les personnes les ayant défendu. Il y a quelques années, la présence de deux fascistes avec une pancarte "Natio & Ecolo" aurait été rapidement soldée par le fait qu'ils soient purement et simplement dégagés.

Pourquoi l'extrême-droite s'accapare des principes comme l'écologie, l'antispécisme ? Pourquoi des organisations des causes que l'on caricature souvent à tort de "gauchiste" sont si complaisantes avec l'extrême-droite ? Les fascistes rêvent de plus en plus de leur arrivée au pouvoir, ils ne peuvent plus laisser des questions aussi populaires que l'écologie sans réponse. Ils préparent un travail de sape et de conquête d'une hégémonie culturelle, qu'ils n'avaient pas avant. De plus, grâce au travail du confusionnisme, les passerelles entre la gauche et l'extrême-droite seraient 'brisées'. Les fachos peuvent facilement s'infiltrer à des rassemblements dit "de gauche".



Un autocollant de la fondation Brigitte Bardot très prisé par les fascistes

De l'autre côté, la gauche institutionnelle manque cruellement de base théorique. Son anticapitalisme de comptoir pointe du doigt les "dérives" comme les exilés fiscaux ou les multimilliardaires mais en aucun cas ne s'attaque à la base du capitalisme : l'exploitation de l'homme par l'homme grâce au salariat. Cette gauche qui veut défendre les PME et les artisans français (produisons français disent-ils !) se retrouvent, tristement, sur bien des points avec la ligne de l'extrême-droite. De plus en plus déconnectée des luttes du prolétariat et de la réalité de l'exploitation, la "gauche" ne cherche plus vraiment à avoir une ligne en faveur des masses. Elle cherche, avec démagogie et opportunisme, à faire connaître son combat quitte à rentrer dans la politique politicienne. Se faire connaître en renonçant à une politique claire pour que l'essentiel puisse se résumer à avoir 2 minutes d'antenne sur BFM TV ou Itélé.

Ce manque de théorie et la recherche de la ligne la plus démagogique permet l'apparition de revendications ou de discours racistes et sexistes. Ainsi des organisations de la protection des animaux vont sortir des slogans sexistes du type : "Adoptez une connasse, elle s'abandonne plus facilement qu'un animal." Cela montre une profonde déliquescence idéologique et politique.

Cette ligne opportuniste que prennent beaucoup d'organisations a permis aux fascistes de rentrer dans toutes les organisations de permaculture, comme c'est le cas en Alsace. Cette nouvelle façon de maraîcher a préféré laisser porte ouverte à n'importe qui pour se faire connaître du grand public au lieu de garder une ligne écologiste simple tout à fait justifiable.

Ce choix de ligne opportuniste est un échec dans tous les milieux où il a été appliqué. Aujourd'hui, la protection des animaux adopte une ligne anti-musulmans car elle préfère attaquer les boucheries hallal que de s'attaquer aux corridas. On pourrait parler de l'association de Brigitte Bardot ou le Graal de l'association confusionniste type Sea Shepherd (SS). Quel est le problème écologique du monde aujourd'hui ? L'impérialisme ? La surproduction ? La déforestation ? Faux, SS, dont les initiales lui vont à merveille, nous explique que c'est la faute aux immigrés qui se "reproduisent" trop.

Cette ligne écologique choisie par les fascistes (c'est-à-dire le racisme et le retour en arrière) fonctionne très bien, encore une fois, par le manque clair d'information et de recherche sur les buts véritables de Sea Shepherd. Suffit-il de se prendre pour un pirate, pour en être un ? Ils ont allié les thèmes de décroissance de certains économistes de gauche à leurs "c'était mieux avant", "le retour à la terre" et "la terre ne ment pas".

Cette pensée réactionnaire très simple et démagogique est aujourd'hui comme un laissez-passer VIP pour toutes les organisations écologistes non politisées. Ces positions réactionnaires prétendent arriver à répondre à la question écologiste, tout en maintenant une ligne fascisante, infiltrer la gauche très affaiblie intellectuellement et prendre sa place politique et idéologique.

L'exemple de Sea Shepherd n'est pas unique, loin de là. Le retour à une pensée "écologique" qui rejette le progrès et qui se base sur une vision idéaliste et presque religieuse de la nature ("chaque chose" serait à sa place, déplacer cette chose serait une catastrophe est de plus en plus en vogue. Tout ceci s'alliant parfaitement avec une haine des "pauvres" qui consommeraient mal et qui seraient donc responsable des problèmes écologiques que nous connaissons. C'est quasiment du néo-malthusianisme. Puisqu'il y a trop de pauvres, fermons les frontières et laissons les crever dans leur coin. Dramatiquement, cette pensée fait son petit bout de chemin et démontre l'énorme travail politique à réaliser.

En tant que militants révolutionnaires et antifascistes, il est plus qu'urgent de reprendre en main des luttes qui peuvent paraître annexe, mais qui se transforment en boulevard pour la percée de l'extrême-droite. Cette dernière a parfaitement compris qu'il fallait jouer sur le côté "alternatif" et sur des thématiques qui sont normalement celles de l'extrême-gauche. Sous couvert "d'apolitisme", des secteurs entiers de lutte sur la question animale ou sur l'écologie sont noyautées de l'intérieur, purement et simplement.

Il est plus qu'urgent de développer un travail conséquent, qui permette d'allier les thématiques traditionnelles des révolutionnaires (renverser le capitalisme, instaurer une autre société, etc etc) à toutes les luttes annexes ou connexes qui ont comme terrain celui du quotidien, ne serait-ce qu'au niveau de notre alimentation et de la manière de produire cette alimentation. L'extrême-droite l'a parfaitement compris. Ne lâchons pas le terrain aux fascistes, résistons pied à pied. ★

Manifestation nationale pour Georges Abdallah

Combattant arabe de la cause palestinienne, Georges Abdallah est emprisonné en France depuis plus de trois décennies. Année après année la mobilisation pour sa libération se poursuit et les analyses politiques demeurent fortement d'actualité comme l'illustrent ci-dessous des extraits d'une « Lettre de Georges Ibrahim Abdallah et Jean-Marc Rouillan » lors d'une manifestation de solidarité en 2006.



« […] La crise générale du système ne cesse de s'approfondir et la bourgeoisie projette ses sempiternelles recettes ultraréactionnaires. Elle sacrifie la simple survie de la moitié de l'Humanité sur l'autel de ses profits. La réaction avance quelquefois masquée et de plus en plus souvent à visage découvert, là où le processus de fascisation est particulièrement engagé. Et les conservatismes paradent comme s'aggravent les discriminations sociales et raciales. Pas un mois, sans qu'un État européen n'annonce le vote d'une loi sécuritaire, des décrets concernant des normes sociales plus restrictives, la création d'une brigade spéciale et sa participation à une intervention contre un peuple opprimé.

[…] Des régions entières sont plongées dans un désastre humain sans lendemain. Et pour mieux dissimuler ces ravages et diviser les forces populaires, des campagnes médiatiques ignobles mobilisent l'opinion au nom de la « sécurité » en désignant à la vindicte les nouvelles classes dangereuses. Comme à la fin du 19e siècle et dans les années 30, la réaction agite l'épouvantail du travailleur étranger, celui ne vivant pas comme le « bon citoyen », celui privé d'un travail régulier, ayant une religion différente ou n'en ayant pas du tout. La revendication de l'apartheid et de toutes les formes de ségrégation sociale ne se dissimule même plus. Bien au contraire, pour de nombreux intellectuels et politiques, elle caractérise leur esprit postmoderne capable d'appréhender « sans tabou » la mondialisation et les nouveaux problèmes de société.

[…] Vingt ans après, ce n'est plus à nos organisations combattantes qu'ils en veulent, elles n'existent plus, mais à notre mémoire collective et par-delà à une partie du patrimoine de la gauche révolutionnaire internationaliste. L'objectif est d'anéantir l'expérimentation combattante qui, durant deux décennies, s'est développée dans la zone européenne et moyen-orientale. »

Georges Abdallah est un résistant communiste libanais qui a lutté pour la libération de la Palestine et contre l'invasion du Liban par l'armée sioniste. Depuis plus de trente ans, il est debout, il ne renie pas son engagement politique et il fait face à ses geôliers. Il est un symbole d'aujourd'hui de la résistance anti-impérialiste, antisioniste et anticapitaliste.

Depuis plusieurs années, des collectifs de soutien, des militantes et des militants organisent un grand rassemblement à Lannemezan, la prison « haute sécurité » où est enfermé Georges Ibrahim Abdallah. Cette année, le 24 octobre 2015, Georges Abdallah entrera dans une trente deuxième année d'incarcération derrière les sinistres barreaux d'une prison française.

Nous appelons toutes celles et ceux qui sont du côté des peuples en lutte et qui combattent l'impérialisme, le sionisme, la réaction arabe et le capitalisme à se joindre aux différentes initiatives qui auront lieu en octobre pour intensifier et coordonner la campagne afin d'imposer la libération de Georges Ibrahim Abdallah.

Un bus au départ de Paris partira le vendredi 23 octobre au soir, pour tout renseignement : giabdallah2015@gmail.com

Vous pouvez soutenir financièrement la campagne pour le bus à cette adresse : www.lepotcommun.fr/pot/q6ph3a5f

Premiers signataires :

Le C.R.I.Rouge, Le Comité d'Action et de Soutien au peuple Marocain, Le Comité Anti-impérialiste, La Plateforme La voix des Prisonniers (Turquie et Kurdistan), Bloc Rouge (unification des maoïstes), Des camarades du soutien de Bagnolet, Comité de Défense de la Résistance Populaire en Tunisie, Libérons Georges Abdallah P.A.C.A, CAPJPO-Euro Palestine, Groupe des Associations de Bagnolet, Droits devant, L'ARENE (Association des Résidents de Nanterre), Le Collectif Quartier Libre (Paris Sud Est), Urgence notre police assassine

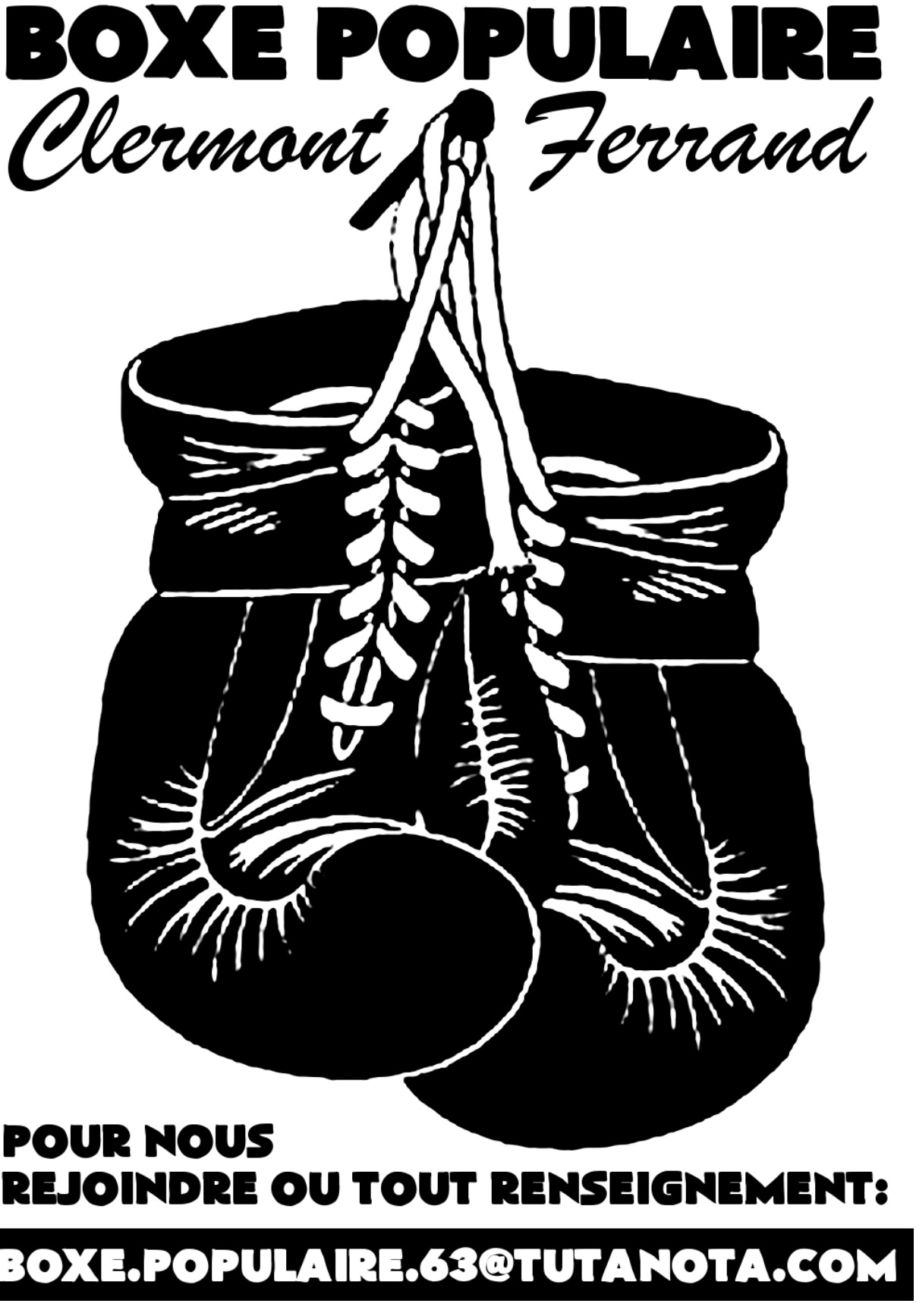

Liberté
pour notre
camarade
GEORGES
IBRAHIM
ABDALLAH,
Otage de
l'impérialisme!
Tous à Lannemezan
le 24 octobre !
BLOC ROUGE
unification des maoistes
blocrouge@gmail.com

Vive la boxe populaire !

Depuis septembre nous avons ouvert un club de boxe populaire associatif à Clermont-Ferrand. Notre projet est de développer un club de sport populaire fait par le peuple et pour le peuple. Par le biais du sport, ce club a vocation à développer l'entraide et la solidarité au sein des classes populaires.

Si tu souhaites venir boxer avec nous ou nous aider dans ce projet : boxe.populaire.63@tutanota.com

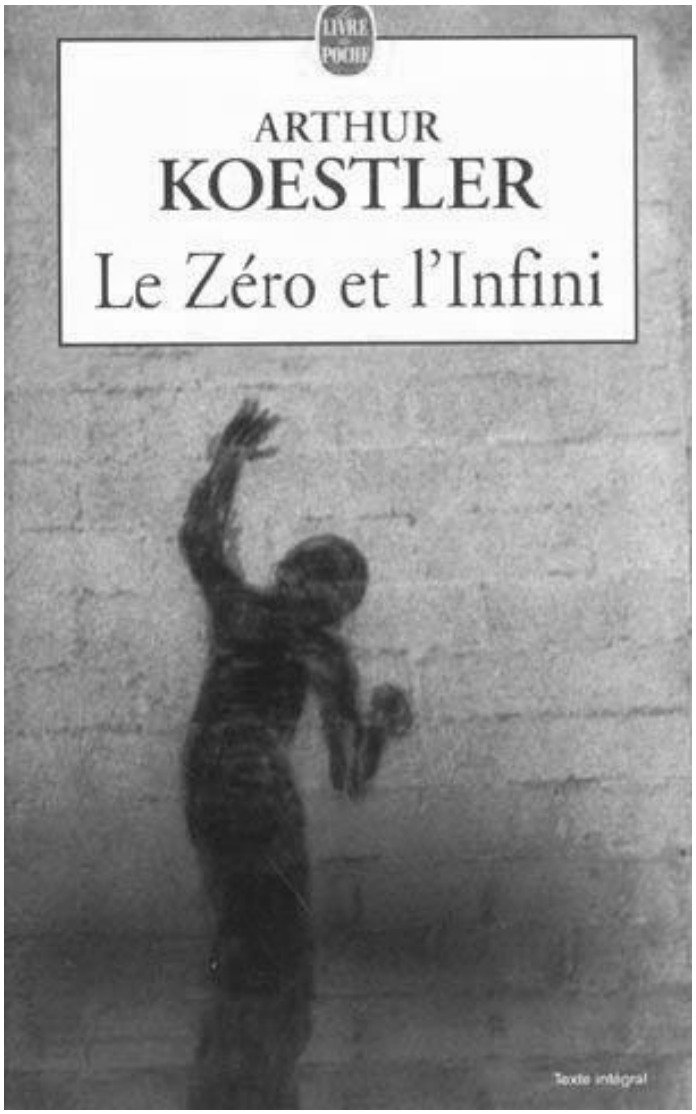
Toute aide est la bienvenue !



Culture

Le Zéro et l'infini

Le Zéro et l'Infini est un roman de l'écrivain juif Hongrois Arthur Koestler, écrit entre 1938 et 1940. Se lisant plutôt facilement, il se concentre sur la courte période d'emprisonnement en URSS d'un dirigeant communiste fictif (Roubachof) visé par une purge, avant son procès. Des retours dans le passé permettent de comprendre quelle a été sa vie jusque-là, du révolutionnaire clandestin au leader, avant d'être disgracié. Ce roman est intéressant à étudier puisqu'il représente un des principaux livres à succès de la littérature mise en avant par les critiques du communisme, avec d'autres livres connus comme 1984 ou l'Archipel du Goulag. Le livre se situe d'ailleurs entre les deux, n'évoquant jamais précisément de faits ou de personnages historiques. Comme on peut s'y attendre, il correspond à une période clé de la vie de son auteur : Arthur Koestler, entré au parti communiste allemand en 1931, durant la période très dure qui oppose les révolutionnaires aux nazis et aux autres forces bourgeoises, finit par quitter l'organisation (alors clandestine) en 1938 suite aux procès de Moscou.



Ce roman est donc ambigu. A première vue, Roubachof est un personnage triste mais positif, qui incite à la pitié : après avoir obéi aux ordres du parti toute sa vie, en incarnant le bolchévique au mental dur comme l'acier, il finit par avoir un doute humaniste. La vie humaine serait un « infini » et non une statistique, un zéro. Pour cela, il doit être supprimé. Les personnages qu'il rencontre – un ancien camarade compatissant qui se fait lui aussi purger, une balance pathétique, un tsariste sympathique – contribuent à ce changement. En apparence, il s'agit donc d'une critique « de gauche » de l'URSS des années 30, défendant un socialisme plus humain, moins intransigeant, où les intérêts de l'individu primeraient sur ceux de la collectivité.

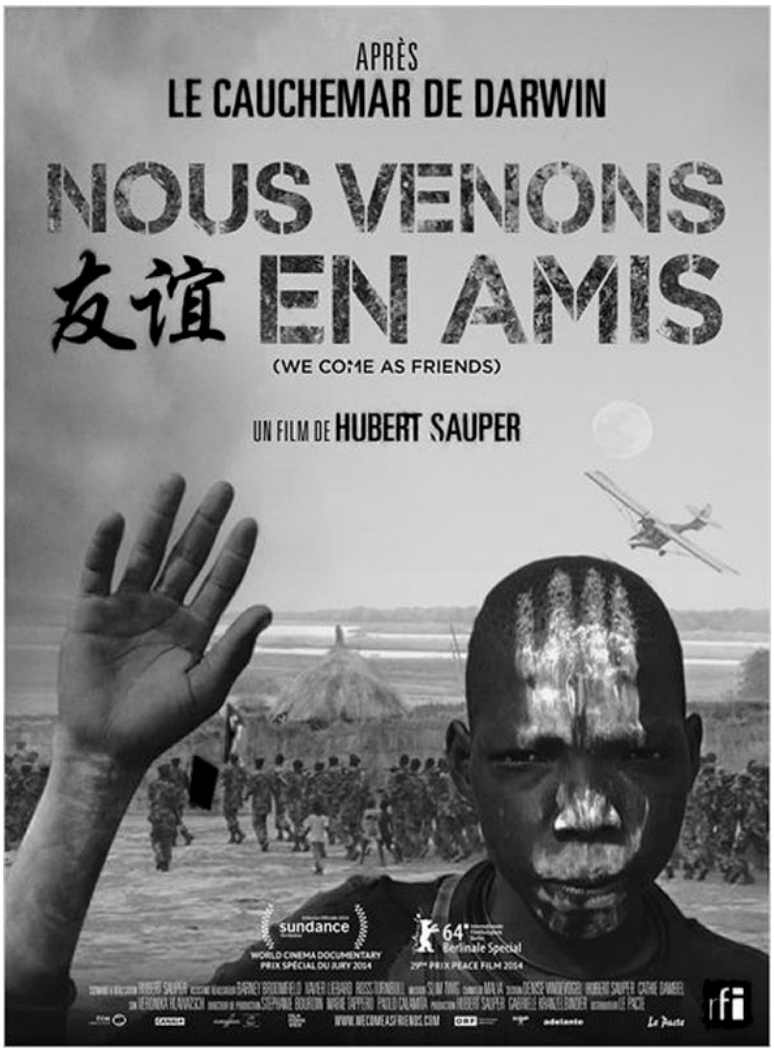
Ce point de vue est bien défendu par l'auteur à travers son personnage, de manière morale, même si Roubachof accepte son rôle historique de manière fataliste : pour lui, servir la révolution passe aussi par le sacrifice et l'acceptation de ses principes. Il ne peut y avoir, comme dans la justice bourgeoise, un jugement formel portant uniquement sur des faits, car les idées politiques méritent aussi d'être jugées, défendues ou combattues. Ce point constitue une ambiguïté du roman, qui n'est pas aussi anti-communiste qu'il n'y parait.

D'un autre côté, la réalité de l'URSS de cette époque est montrée de manière déformée et simpliste. Le prolétariat y est réduit à un rôle passif, la lutte des classes étant sensée s'être arrêtée après la révolution. Il n'y aurait plus qu'une masse contrôlée par un unique individu appuyé par une bureaucratie totalitaire. C'est la vision libérale classique de cette partie l'Histoire, qui n'est pas conforme à la réalité. Certaines analyses très justes cohabitent dans ce roman avec des mensonges absurdes (par exemple, l'auteur anticipe les réhabilitations massives après la mort de Staline ; mais d'un autre côté, il insinue que l'URSS aurait aidé l'invasion de l'Ethiopie par les fascistes, ce qui est faux). Sous l'apparence d'une critique « de gauche », on retrouve, comme souvent, une critique « de droite ».

Ce roman donne finalement une bonne idée des critiques morales et humanistes visant les mouvements révolutionnaires arrivés au pouvoir. Il propose un débat intéressant entre plusieurs conceptions de l'Histoire, sans vraiment trancher. C'est amusant de noter que l'auteur, en tentant de critiquer les politiques de Staline, finit par faire la même erreur que lui, lorsqu'il imagine que les luttes de classes s'arrêtent sous le socialisme – une erreur que Staline lui même reconnaitra et qui sera corrigée par les communistes chinois. ★

Nous venons en amis

Nous venons en amis est un documentaire sorti cette année qui traite de la récente division du Soudan avec la naissance du Soudan du Sud. Le Soudan, ancienne colonie britannique, est depuis plusieurs années un pays au centre d'un conflit qui oppose indirectement les Etats-Unis et la Chine. Chacun de ces deux pays voulant s'approprier les ressources du Soudan, en particulier le pétrole. Ce documentaire montre la ronde des vautours qu'il y a au dessus de ce pays. D'un côté les partisans de l'unité du Soudan, soutenus par la Chine et de l'autre côté les partisans de l'indépendance du Soudan du Sud soutenu par les Etats-Unis. Le documentaire nous montre tour à tour les différents acteurs de ce conflit. Ainsi on peut y voir la population locale tiraillée entre deux puissances étrangères voulant s'approprier les ressources locales et qui prétendent vouloir développer le pays. Tous ces nouveaux colons sont présentés tour à tour. On y voit des missionnaires protestants s'installer sur des terres d'éleveurs de chèvres pour imposer leur religion et leur style de vie. Dans les écoles, les enfants se retrouvent contraint de porter des uniformes à l'occidental, ceux qui portent des habits ou bijoux traditionnels sont exclus de classe. On y voit aussi un patron d'une entreprise d'électricité faire un grand discours dans le quel il affirme être venu pour amener la lumière au sens propre comme au sens figuré ! Nous voyons aussi l'ambiance qui règne dans les forums pour la « coopération » et le « développement ». Chaque fois la situation est la même, des patrons américains ou chinois ont racheté des milliers d'hectares pour une poignée de dollars, ils déplacent les populations,



mettent en place leurs usines polluantes et quand ils font travailler la population locale c'est toujours pour le même boulot : le nettoyage !

Et finalement sur les champs de pétrole, la guerre reprend, une guerre dans la quelle le peuple soudanais n'ont rien à gagner, une guerre pour savoir qui de l'impérialisme chinois ou de l'impérialisme américain pourra piller le pays.

Ce film est une illustration très concrète de comment l'impérialisme fonctionne en Afrique, il montre des images et des témoignages rares qui nous font prendre conscience à quelle point nous pouvons sous-estimer ce qui se passe dans cette région.

abonnement/contact

La **Cause du Peuple** vit **par et pour les luttes**. Ce journal est le fruit du travail d'une **équipe de militants et de militantes**.

Votre participation au journal est importante :

★Devenez **correspondant** (envoi d'informations sur les luttes de votre région ou autre) et/ou **diffuseur du journal** dans votre ville, département, région

★**Ecrivez nous** pour réagir aux articles ou **envoyez** directement vos articles à la rédaction

★**Collez** des affiches et autocollants de la CdP autour de chez vous (à demander par mail ou par courrier)

Vous pouvez aussi nous soutenir :

★**Abonnez-vous !**
(20€ = 1 an–ou plus pour soutenir)

SR, 21 ter rue Voltaire, 75011 PARIS

lacausedupeuple@gmail.com

lacausedupeuple.blogspot.com